

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 2588

[C - 2002/27664]

8 JUILLET 2002. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération du 25 avril 2002 conclu entre la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction d'une réduction de la taxe de mise en circulation sur la base de la norme d'émission du moteur (comme visé dans la Directive 98/69/C.E. du 13 octobre 1998) ou de la nature du combustible de propulsion, compte tenu de la neutralité fiscale et en vue de prévenir la concurrence entre les Régions au niveau de l'immatriculation des véhicules (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Il est porté assentiment à l'Accord de coopération du 25 avril 2002 conclu entre la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction d'une réduction de la taxe de mise en circulation (T.M.C.) sur la base de la norme d'émission du moteur (comme visé dans la directive 98/69/C.E. du 13 octobre 1998) ou de la nature du combustible de propulsion, compte tenu de la neutralité fiscale et en vue de prévenir la concurrence entre les Régions au niveau de l'immatriculation des véhicules.

Art. 3. Sont considérés comme répondant à la norme euro 4, les véhicules qui ont reçu l'homologation européenne n° 98/69B, n° 1999/102B ou n° 1999/96B

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 juillet 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil 355 (2001-2002) N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 8 juillet 2002.

Discussion. — Vote.

Accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction d'une réduction de la taxe de mise en circulation (TMC) sur base de la norme d'émission du moteur (comme visé dans la directive 98/69/CE du 13 octobre 1998) ou de la nature du combustible de propulsion, compte tenu de la neutralité fiscale et en vue de prévenir la concurrence entre les Régions au niveau de l'immatriculation des véhicules

Vu les articles 1, 3, 33, 35, 39, 134 et 170, § 2 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 2, g), inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 janvier 1989, la loi spéciale du 16 juillet 1993 et la loi spéciale du 13 juillet 2001;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment les articles 4 et 42;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment les articles 1^{er}, § 2, 1^{er} bis, 3, 11°, 4, §§ 3 et 5, 11°, modifiés par la loi spéciale du 13 juillet 2001;

Vu le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, notamment le Titre V, articles 94, 1°, 97, 98, §§1^{er} et 2, 99, § 1^{er}, 100, 101 et 103;

Considérant que lors du Comité de concertation entre le Gouvernement fédéral et les Gouvernements des Communautés et des Régions du 7 décembre 2001, le Comité a confirmé son accord de principe du 13 juillet 2001 relatif à la réduction de la taxe de mise en circulation compte tenu de la neutralité fiscale;

Considérant que lors de ce même Comité de concertation du 7 décembre 2001 les Régions ont décidé, en exécution de l'accord de principe précité, de prendre des initiatives législatives portant modification des articles 98 et 100 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus;

Considérant que lors de ce même Comité de concertation du 7 décembre 2001 les Régions ont décidé de négocier un accord de coopération afin d'exécuter l'accord de principe en exerçant leurs compétences et de prévenir la concurrence entre les Régions au niveau de l'immatriculation des véhicules;

En exécution de l'article 4, § 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, un accord de coopération est préalablement conçu au sens de l'article 92bis, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980;

La Région flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne de M. Dirk Van Mechelen, Ministre des Finances et du Budget, de l'Innovation, des Médias et de l'Aménagement du Territoire du Gouvernement flamand;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de M. Michel Daerden, Vice-Président et Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics du Gouvernement wallon;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne de M. Guy Vanhengel, Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Les Régions s'engagent à inscrire dans leurs réglementations respectives concernant la taxe de mise en circulation visée à l'article 3, 11°, de la loi spéciale de financement des Communautés et des Régions, remplacé par l'article 5 de la loi spéciale du 13 juillet 2001, les dispositions du présent accord décrites aux articles 2 à 4 compris.

L'engagement, tel que décrit à l'alinéa premier, n'est d'application que dans le cas où le redevable est une société au sens de la loi du 7 mai 1999 portant le Code des sociétés, une entreprise publique autonome ou une association sans but lucratif à activités de leasing.

Art. 2. Dans l'article 98 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, il est inséré un § 1^{er}bis, rédigé comme suit :

« § 1^{er}bis. Pour les véhicules visées à l'article 94, 1°, qui répondent à la norme d'émission « euro 4 », la taxe fixée conformément au § 1^{er}, A, est diminuée des montants mentionnés dans le tableau suivant, le cas échéant limités au montant de la taxe :

	Exercice d'imposition 2002	Exercice d'imposition 2003
Diesel euro 4	- 620 EUR	- 496 EUR
Essence euro 4	- 323 EUR	- 248 EUR

Pour les véhicules dont le moteur est alimenté, même partiellement ou temporairement, au gaz de pétrole liquéfié ou aux autres hydrocarbures gazeux liquéfiés, la taxe fixée conformément au § 1^{er}, A, est diminuée de 298 EUR, le cas échéant limité au montant de la taxe.

Si le moteur à combustion d'un véhicule est propulsé par différents types de carburants et qu'il peut bénéficier par voie de conséquence d'une combinaison de réductions pour essence et LPG, la réduction accordée est limitée au montant le plus élevé qui est applicable pour un type déterminé de carburant en ce qui concerne l'exercice d'imposition visé ».

Art. 3. L'article 98, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. La taxe fixée conformément au § 1^{er}, A, et 1^{er} bis est réduite à 90 p.c., 80 p.c., 70 p.c., 60 p.c., 55 p.c., 50 p.c., 45 p.c., 40 p.c., 35 p.c., 30 p.c., 25 p.c., 20 p.c., 15 p.c. ou 10 p.c. de son montant, pour les véhicules visés à l'article 94, 1°, qui ont déjà été immatriculés soit dans le pays, soit à l'étranger avant leur importation définitive, respectivement pendant 1 an à moins de 2 ans, 2 ans à moins de 3 ans, 3 ans à moins de 4 ans, 4 ans à moins de 5 ans, 5 ans à moins de 6 ans, 6 ans à moins de 7 ans, 7 ans à moins de 8 ans, 8 ans à moins de 9 ans, 9 ans à moins de 10 ans, 10 ans à moins de 11 ans, 11 ans à moins de 12 ans, 12 ans à moins de 13 ans, 13 ans à moins de 14 ans, 14 ans à moins de 15 ans. »

Art. 4. Dans l'article 98, § 2, alinéa 2, du même Code, les mots « 10 ans » sont remplacés par les mots « 15 ans ».

Art. 5. Les dispositions de l'article 2 du présent accord de coopération produiront leurs effets dans les réglementations régionales respectives à partir du 1^{er} janvier 2002.

Les dispositions des articles 3 et 4 du présent accord de coopération entreront en vigueur dans les réglementations régionales respectives le 1^{er} mai 2002.

Fait à Bruxelles, le 25 avril 2002 en autant d'originaux qu'il y a de parties au présent accord.

Pour la Région flamande :

Le Ministre des Finances et du Budget, de l'Innovation, des Médias et de l'Aménagement du Territoire,
D. VAN MECHELEN

Pour la Région wallonne :

Le Vice-Président et Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,
G. VANHENGEL

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 2588

[C - 2002/27664]

8. JULI 2002 — Dekret zur Zustimmung zum zwischen der Wallonischen Region, der Flämischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen vom 25. April 2002 über die Einführung einer Senkung der Zulassungssteuer auf der Grundlage der Emissionsnorm des Motors (gemäß der Richtlinie 98/69/E.G. vom 13. Oktober 1998) oder der Art des Kraftstoffes, unter Berücksichtigung der steuerlichen Neutralität und im Hinblick auf die Vermeidung der Konkurrenz zwischen den Regionen bezüglich der Zulassung der Fahrzeuge (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1. Das vorliegende Dekret regelt eine in Artikel 39 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2. Es wird dem zwischen der Wallonischen Region, der Flämischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen vom 25. April 2002 über die Einführung einer Senkung der Zulassungssteuer auf der Grundlage der Emissionsnorm des Motors (gemäß der Richtlinie 98/69/E.G. vom 13. Oktober 1998) oder der Art des Kraftstoffes, unter Berücksichtigung der steuerlichen Neutralität und im Hinblick auf die Vermeidung der Konkurrenz zwischen den Regionen bezüglich der Zulassung der Fahrzeuge zugestimmt.

Art. 3. Die Fahrzeuge, für welche die europäische Zulassung Nr. 98/69B, Nr. 1999/102B oder Nr. 1999/96B erteilt worden ist, werden als der Euro 4-Norm entsprechend betrachtet.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 8. Juli 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—
Fußnote

(1) Sitzung 2001-2002.

Unterlagen des Rates 355 (2001-2002) Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung den 8. Juli 2002.

Diskussion – Abstimmung.

Zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region, und der Region Brüssel-Hauptstadt abgeschlossenes Zusammenarbeitsabkommen über die Einführung einer Senkung der Zulassungssteuer auf der Grundlage der Emissionsnorm des Motors (gemäß der Richtlinie 98/69/E.G. vom 13. Oktober 1998) oder der Art des Kraftstoffes, unter Berücksichtigung der steuerlichen Neutralität und im Hinblick auf die Vermeidung der Konkurrenz zwischen den Regionen bezüglich der Zulassung der Fahrzeuge

Aufgrund der Artikel 1, 3, 33, 39, 134 und 170, § 2 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 92bis, § 2, g), eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Januar 1989, das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 und das Sondergesetz vom 13. Juli 2001;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, insbesondere der Artikel 4 und 42;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, insbesondere der Artikel 1, § 2, 1bis, 3, 11°, 4, §§ 3 und 5, 11°, abgeändert durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001;

Aufgrund des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, insbesondere des Titels V, Artikel 94, 1°, 97, 98, §§ 1 und 2, 99, § 1, 100, 101 und 103;

In der Erwägung, dass der Konzertierungsausschuss zwischen der Föderalregierung und den Regierungen der Gemeinschaften und Regionen während seiner Versammlung vom 7. Dezember 2001 sein prinzipielles Einverständnis vom 13. Juli 2001 in Bezug auf die Senkung der Zulassungssteuer unter Berücksichtigung der steuerlichen Neutralität bestätigt hat;

In der Erwägung, dass die Regionen während der Versammlung desselben Konzertierungsausschusses vom 7. Dezember 2001 beschlossen haben, in Durchführung des vorerwähnten prinzipiellen Einverständnisses gesetzgebende Initiativen zur Abänderung der Artikel 98 und 100 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern zu nehmen;

In der Erwägung, dass die Regionen während der Versammlung desselben Konzertierungsausschusses vom 7. Dezember 2001 beschlossen haben, über ein Zusammenarbeitsabkommen zu verhandeln, um das prinzipielle Einverständnis durchzuführen, indem sie ihre Befugnisse ausüben, und um die Konkurrenz zwischen den Regionen bezüglich der Zulassung der Fahrzeuge zu vermeiden;

In Durchführung des Artikels 4, § 3, des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 wird ein Zusammenarbeitsabkommen im Sinne des Artikels 92bis, § 2, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zuvor entworfen;

Die durch ihre Regierung in der Person des Herrn Dirk Van Mechelen, Minister der Finanzen und des Haushalts, der Innovation, der Medien und der Raumordnung der Flämischen Regierung, vertretene Flämische Region;

Die durch ihre Regierung in der Person des Herrn Michel Daerden, Vizepräsident und Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten der Wallonischen Regierung vertretene Wallonische Region;

Die durch ihre Regierung in der Person des Herrn Guy Vanhengel, Minister der Finanzen und des Haushalts, des öffentlichen Dienstes und der Außenbeziehungen der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt vertretene Region Brüssel-Hauptstadt,

Haben Folgendes vereinbart :

Artikel 1. Die Regionen verpflichten sich, die in den Artikeln 2bis 4 einschließlich beschriebenen Bestimmungen des vorliegenden Abkommens in ihre jeweiligen Regelungen bezüglich der in Artikel 3, 11° des Sondergesetzes bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, ersetzt durch Artikel 5 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 erwähnten Zulassungssteuer einzufügen.

Die wie im ersten Absatz beschriebene Verpflichtung ist nur dann anwendbar, wenn der Steuerpflichtige eine Gesellschaft im Sinne des Gesetzes vom 7. Mai 1999 zur Schaffung des Gesetzbuches über die Gesellschaften, ein autonomes staatliches Unternehmen oder eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungszweck, die eine Leasingtätigkeit betreibt, ist.

Art. 2. In Artikel 98 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern wird ein wie folgt verfasster § 1bis eingefügt :

« § 1bis. Was die in Artikel 94, 1° erwähnten Fahrzeuge betrifft, die der Emissionsnorm «Euro 4 » genügen, wird die gemäß § 1, A, festgesetzte Steuer um die in folgender Tabelle erwähnten Beträge, die gegebenenfalls auf den Betrag der Steuer beschränkt werden, reduziert:

	Steuerjahr 2002	Steuerjahr 2003
Diesel Euro 4	- 620 EUR	- 496 EUR
Benzin Euro 4	- 323 EUR	- 248 EUR

Was die Fahrzeuge betrifft, deren Motor sogar teilweise oder zeitweise mit flüssigem Propangas oder mit anderen verflüchtigten gasförmigen Kohlenwasserstoffen betrieben wird, wird die gemäß § 1, A, festgesetzte Steuer um den Betrag von 298 EUR, der gegebenenfalls auf den Betrag der Steuer beschränkt wird, reduziert.

Wenn der Verbrennungsmotor eines Fahrzeugs mit verschiedenen Kraftstofftypen betrieben wird und wenn daher eine Kombination der für Benzin und für flüssiges Propangas gewährten Reduzierungen in Anspruch genommen werden kann, so wird die gewährte Reduzierung auf den höheren Betrag beschränkt, der auf einen bestimmten Kraftstofftyp in Bezug auf das betroffene Steuerjahr anwendbar ist».

Art. 3. Artikel 98, § 2, Absatz 1, desselben Gesetzbuches wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt :

« § 2. Die gemäß § 1, A, und 1bis festgesetzte Steuer wird auf 90 %, 80 %, 70 %, 60 %, 55 %, 50 %, 45 %, 40 %, 35 %, 30 %, 25 %, 20 %, 15 % bzw. 10 % ihres Betrages für die in Artikel 94, 1° erwähnten Fahrzeuge reduziert, die entweder im Lande oder im Ausland vor ihrer endgültigen Einfuhr schon während bzw. 1 bisweniger als 2 Jahren, 2 bisweniger als 3 Jahren, 3 bisweniger als 4 Jahren, 4 bisweniger als 5 Jahren, 5 bisweniger als 6 Jahren, 6 bisweniger als 7 Jahren, 7 bisweniger als 8 Jahren, 8 bisweniger als 9 Jahren, 9 bisweniger als 10 Jahren, 10 bisweniger als 11 Jahren, 11 bisweniger als 12 Jahren, 12 bisweniger als 13 Jahren, 13 bisweniger als 14 Jahren, 14 bisweniger als 15 Jahren zugelassen worden sind ».

Art. 4. In Artikel 98, § 2, Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut «10 Jahre » durch den Wortlaut «15 Jahre» ersetzt ».

Art. 5. Die Bestimmungen des Artikels 2 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens werden in den jeweiligen regionalen Regelungen ab dem 1. Januar 2002 wirksam.

Die Bestimmungen der Artikel 3 und 4 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens werden in den jeweiligen regionalen Regelungen am 1. Mai 2002 in Kraft treten.

Ausgefertigt in Brüssel am 25. April 2002 in so vielen Originalfassungen wie am vorliegenden Abkommen beteiligten Parteien.

Für die Flämische Region:

Der Minister der Finanzen und des Haushalts, der Innovation, der Medien und der Raumordnung,

D. VAN MECHELEN

Für die Wallonische Region:

Der Vizepräsident und Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

M. DAERDEN

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Minister der Finanzen und des Haushalts, des öffentlichen Dienstes und der Außenbeziehungen,

G. VANHENGEL

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2002 — 2588

[C - 2002/27664]

8 JULI 2002. — Decreet houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 25 april 2002 tussen het Waalse Gewest, het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de invoering van een vermindering van de belasting op de inverkeerstelling (BIV) op grond van de emissienorm van de motor (zoals bepaald in Richtlijn 98/69/EG van 13 oktober 1998) of de aard van de aandrijvingsbrandstof, met inachtneming van de fiscale neutraliteit en ter voorkoming van de concurrentie tussen de Gewesten op het vlak van de inschrijving van de voertuigen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een materie bedoeld in artikel 129 van de Grondwet.

Art. 2. Het Samenwerkingsakkoord van 25 april 2002 tussen het Waalse Gewest, het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de invoering van een vermindering van de belasting op de inverkeerstelling (BIV) op grond van de emissienorm van de motor (zoals bepaald in Richtlijn 98/69/EG van 13 oktober 1998) of de aard van de aandrijvingsbrandstof, met inachtneming van de fiscale neutraliteit en ter voorkoming van de concurrentie tussen de Gewesten op het vlak van de inschrijving van de voertuigen wordt goedgekeurd.

Art. 3. De voertuigen die in aanmerking zijn gekomen voor de Europese goedkeuring nr. 98/69/B, nr. 1999/102B of nr. 1999/96B, worden geacht te beantwoorden aan de norm « euro 4 ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 juli 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002*

Stukken van de Raad 355 (2001-2002), Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 8 juli 2002.

Bespreking. — Stemming.

Samenwerkingakkoord tussen het Waalse Gewest, het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de invoering van een vermindering van de belasting op de inverkeerstelling (BIV) op grond van de emissienorm van de motor (zoals bepaald in Richtlijn 98/69/EG van 13 oktober 1998) of de aard van de aandrijvingsbrandstof, met inachtneming van de fiscale neutraliteit en ter voorkoming van de concurrentie tussen de Gewesten op het vlak van de inschrijving van de voertuigen

Gelet op de artikelen 1, 3, 33, 35, 39, 134 en 170, § 2 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 2, g), ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 januari 1989, de bijzondere wet van 16 juli 1993 en de bijzondere wet van 13 juni 2001;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid op de artikelen 4 en 42;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op de artikelen 1, § 2, 1bis, 3, 11°, 4, § 3 en 5, 11°, gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001;

Gelet op het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, inzonderheid op Titel V, artikelen 94, 1°, 97, 98, §§ 1 en 2, 99, § 1, 100, 101 en 103;

Overwegende dat tijdens het overlegcomité tussen de Federale Regering en de Gemeenschaps- en Gewest-regeringen op 7 december 2001 het Comité zijn principeakkoord van 13 juli 2001 heeft bevestigd over de vermindering van de belasting op de inverkeerstelling, met inachtneming van de fiscale neutraliteit;

Overwegende dat tijdens hetzelfde overlegcomité op 7 december 2001 de Gewesten hebben beslist ter uitvoering van voormeld bevestigd principeakkoord, wetgevende initiatieven te nemen tot wijziging van de artikelen 98 en 100 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

Overwegende dat tijdens hetzelfde overlegcomité op 7 december 2001 de Gewesten hebben beslist een samenwerkingsakkoord te onderhandelen teneinde het principeakkoord uit te voeren door uitoefening van hun bevoegdheid en de concurrentie tussen de Gewesten te voorkomen op het vlak van de inschrijvingen van voertuigen;

In uitvoering van artikel 4, § 3, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 wordt een voorafgaandelijk samenwerkingsakkoord afgesloten zoals bedoeld in artikel 92bis, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980;

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van de heer Dirk Van Mechelen, Minister van Financiën en Begroting, Innovatie, Media en Ruimtelijke Ordening van de Vlaamse regering;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van de heer Michel Daerden, Vice-President en Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken van de Waalse Regering;

Het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van de heer Guy Vanhengel, Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Zijn overeengekomen wat hierna volgt :

Artikel 1. De Gewesten verbinden zich ertoe de bepalingen, omschreven in de artikelen 2 tot en met 4 van dit samenwerkingsakkoord, op te nemen in hun respectieve regelgevingen betreffende de belasting op de inverkeerstelling, bedoeld in artikel 3, 11°, van de bijzondere wet tot financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, vervangen door artikel 5 van de bijzondere wet van 13 juli 2001.

De verbintenis, zoals omschreven in het eerste lid, geldt slechts in zoverre de belastingplichtige een vennootschap, zoals bedoeld in de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen, een autonoom overheidsbedrijf of een vereniging zonder winstgevend doel met leasingactiviteiten is.

Art. 2. In artikel 98 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, wordt een § 1 ingevoegd, luidende :

« § 1bis. Voor de in artikel 94, 1°, bedoelde voertuigen, die beantwoorden aan de emissienorm « euro 4 », wordt de belasting, vastgesteld overeenkomstig § 1, A, verminderd met de in de onderstaande tabel vermelde bedragen, in voorkomend geval beperkt tot het bedrag van de belasting :

	Aanslagjaar 2002	Aanslagjaar 2003
Diesel euro 4	- 620 EUR	- 496 EUR
Benzine euro 4	- 323 EUR	- 248 EUR

Voor de voertuigen waarvan de motor, zelfs gedeeltelijk of tijdelijk, gedreven wordt met vloeibaar petroleumgas of andere vloeibare koolwaterstoffen, wordt de belasting, vastgesteld overeenkomstig § 1, A, verminderd met 298 EUR, in voorkomend geval beperkt tot het bedrag van de belasting.

Indien de verbrandingsmotor van een voertuig wordt aangedreven door verschillende brandstoftypes, en het voertuig daardoor in aanmerking komt voor een combinatie van de verminderingen voor benzine en LPG, dan wordt de toe te kennen vermindering beperkt tot het hoogste bedrag dat voor dat aanslagjaar voor een bepaald type van brandstof van toepassing is ».

Art. 3. Artikel 98, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt :

« § 2. De overeenkomstig § 1, A, en 1bis vastgestelde belasting wordt verminderd tot 90 %, 80 %, 70 %, 60 %, 55 %, 50 %, 45 %, 40 %, 35 %, 30 %, 25 %, 20 %, 15 % of 10 % van haar bedrag voor de in artikel 94, 1°, bedoelde voertuigen die reeds, ofwel in het binnenland, ofwel in het buitenland vóór hun definitieve invoer ingeschreven geweest zijn gedurende respectievelijk 1 jaar tot minder dan 2 jaar, 2 jaar tot minder dan 3 jaar, 3 jaar tot minder dan 4 jaar, 4 jaar tot minder dan 5 jaar, 5 jaar tot minder dan 6 jaar, 6 jaar tot minder dan 7 jaar, 7 jaar tot minder dan 8 jaar, 8 jaar tot minder dan 9 jaar, 9 jaar tot minder dan 10 jaar, 10 jaar tot minder dan 11 jaar, 11 jaar tot minder dan 12 jaar, 12 jaar tot minder dan 13 jaar, 13 jaar tot minder dan 14 jaar, 14 jaar tot minder dan 15 jaar. »

Art. 4. In artikel 98, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « 10 jaar » vervangen door de woorden « 15 jaar ».

Art. 5. De bepalingen vervat in artikel 2 van dit Samenwerkingsakkoord zullen in de respectieve gewestelijke regelgevingen uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2002.

De bepalingen vervat in de artikelen 3 en 4 van dit Samenwerkingsakkoord zullen in de respectieve gewestelijke regelgevingen in werking treden op 1 mei 2002.

Opgemaakt te Brussel, op 25 april 2002, in evenveel originele exemplaren als er partijen zijn bij dit akkoord.

Voor het Vlaamse Gewest :

De Minister van Financiën en Begroting, Innovatie, Media en Ruimtelijke Ordening,
D. VAN MECHELEN

Voor het Waalse Gewest :

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
G. VANHENGEL